

RAPPORT PRÉSENTÉ AU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
PAR LE
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL

Ottawa, Ontario
Les 15 et 16 décembre 2010

Consœurs et confrères,

La fin de l'année se prête toujours bien à la réflexion. Avec 2010 qui s'achève, notre syndicat a de bonnes raisons d'être satisfait et a beaucoup à attendre de l'année qui vient. Je suis particulièrement fier de présenter un projet budgétaire pour la dixième fois depuis que j'ai été élu en 2001.

On ne peut nier que les temps soient difficiles, mais le plan que je proposais en 2001 nous a bien servis. Nous terminons l'exercice en bonne santé financière. Nous sommes en mesure d'étudier un projet budgétaire sobre mais qui nous fait malgré tout avancer dans la lutte pour protéger et améliorer les conditions de travail de nos membres et pour améliorer la vie de tous tant au pays qu'à l'étranger.

À la fin du troisième trimestre, notre situation financière était solide et elle devrait se maintenir ainsi jusqu'à la fin de l'exercice. Le solde de la Caisse générale se situait, à la fin des neuf premiers mois de 2010, à 46,6 millions de dollars, avec un ratio d'actif total par rapport au passif total de 1,65:1.

Bien que certains postes budgétaires n'aient pas été entièrement dépensés jusqu'à maintenant, il s'agit principalement d'une question de temps. Notre syndicat a participé, à tous les niveaux, à des campagnes contre la privatisation et à l'édification de notre force collective pour relever les défis qui nous attendent. La Caisse nationale de défense en est la preuve. À la réunion de septembre du Conseil exécutif national, les membres ont approuvé des programmes à frais partagés totalisant 2,2 millions de dollars ou 96 % du montant annuel prévu.

Nous avons dû affronter des gouvernements provinciaux qui voulaient régler la récession sur le dos de nos membres. Jusqu'à maintenant, nous avons résisté et aucun gouvernement n'a pu nous imposer de gel salarial par une loi. L'année prochaine, il y aura au moins huit élections provinciales et nous savons que d'autres luttes nous attendent.

Pendant l'Année des délégués syndicaux, nous avons accru notre capacité au niveau local. À la lecture du présent rapport, vous constaterez que plus de 5 000 membres ont participé à notre série d'apprentissage pour les délégués syndicaux. Quelle réalisation extraordinaire!

Nous édifions aussi notre force comme syndicat national. Le mois dernier, nous avons tenu notre première retraite de la haute direction, à laquelle participaient les directrices et directeurs généraux, les directrices et directeurs des services et la direction des régions de tout le pays. Nous avons élaboré une vision commune pour le recrutement et le maintien en poste du personnel, la planification de la relève et bien d'autres dossiers. Ça, c'est du travail d'équipe.

Je suis aussi très fier du leadership dont nous avons fait preuve dans l'aide apportée aux consœurs et confrères d'autres syndicats grâce à notre travail de solidarité internationale. En Haïti, par l'entremise de l'Internationale des services publics, nous venons en aide à notre syndicat affilié avec la construction d'un nouvel édifice dans la foulée du tremblement de terre dévastateur qui a frappé le pays plus tôt cette année. En outre, je me suis rendu dernièrement, avec notre délégation, à Cancun, au Mexique, pour participer encore une fois aux discussions de l'ONU sur les changements climatiques et pour faire pression en faveur d'un accord juridiquement contraignant visant à agir au niveau mondial.

Avec le résultat des élections municipales qui ont eu lieu dans de nombreuses régions cette année et avec les élections provinciales qui se tiendront un peu partout au pays l'année prochaine, nous savons que d'importants défis nous attendent. Heureusement, notre syndicat est prêt à les relever, à tous les niveaux.

ÉTATS FINANCIERS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 SEPTEMBRE 2010

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 septembre 2010 se situait à 119,2 millions de dollars, comparativement à 115,5 millions de dollars au 30 juin 2010. Le solde bancaire au 30 septembre 2010 était de 9,9 millions de dollars comparativement à 10,8 millions de dollars au 30 juin 2010. Notre situation de trésorerie comprend 7,1 millions de dollars de liquidités destinés à des fins spécifiques, comme le Fonds pour les édifices régionaux, les indemnités de retraite, la capitalisation des futurs avantages sociaux, le congrès de 2011, les salaires rétroactifs et le remplacement des meubles et du matériel technologique. Au cours du trimestre, nos investissements dans les propriétés se sont poursuivis avec la fin de la rénovation intérieure du nouveau bureau de Halifax acquis l'an dernier et ouvert en septembre.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 72,6 millions de dollars au 30 septembre 2010, comparativement à 72,7 millions de dollars au 30 juin 2010.

Le solde de la Caisse au 30 septembre 2010 se situait à 46,6 millions de dollars, comparativement à 42,8 millions de dollars au 30 juin 2010. De ces montants, 6,6 millions de dollars sont réservés à des postes spécifiques (Caisse de participation aux congrès, Fonds de riposte, Fonds de lutte à la privatisation et Fonds pour les édifices régionaux) et 36,4 millions de dollars ont été investis dans les immobilisations. Notre situation financière est toujours aussi solide, comme l'indique le bilan qui montre que notre ratio d'actif total par rapport au passif total est de 1,65:1.

Le surplus d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2010 s'élève à un peu plus de 1 million de dollars. Les revenus de capitation sont inférieurs au budget de 365 000 \$. Notre analyse initiale indiquait que les revenus du premier trimestre étaient moins élevés que prévu à cause d'importantes négociations qui traînaient en longueur, même si les hausses salariales étaient près de nos prévisions. Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2010, les revenus sont retournés dans la fourchette prévue et étaient conformes au budget. Toutefois, compte tenu du retard pris au cours des trois premiers mois, nos revenus de capitation sont toujours légèrement inférieurs au budget.

En même temps, les dépenses pour la période étaient inférieures au budget de 3,2 millions de dollars (2,7%). Beaucoup des catégories qui sont inférieures au budget le sont en grande partie pour des questions de temps et, à l'heure actuelle, nous ne pensons pas que les dépenses continueront à être inférieures au budget à mesure que l'année avance.

Voici quelques-uns des écarts significatifs dans les dépenses :

1. Les dépenses consacrées aux déplacements ont été **inférieures au budget** de 1 million de dollars. Ce poste budgétaire représente surtout des avantages sociaux qui dépendent de la convention collective, comme les frais pour les véhicules, les allocations de voiture et autres transports, les indemnités quotidiennes, etc. L'analyse historique montre que ce poste budgétaire est inférieur au budget depuis les quatre dernières années. Nous étudierons la question de plus près au cours du processus budgétaire de 2011 pour veiller à ce que le montant prévu pour l'année prochaine corresponde mieux à nos prévisions de dépenses.
2. Les dépenses consacrées à la lutte à la privatisation ont été **inférieures au budget** de 795 000 \$ pour les neuf mois. En plus du budget de 2010 de 2,5 millions de dollars, il nous reste 254 000 \$ des années précédentes à dépenser.
3. Les dépenses électorales ont été **inférieures au budget** de 316 000 \$. Une provision destinée à de possibles élections fédérales avait été ajoutée. Nous avons récemment libéré ce montant pour d'autres fins.

4. Les dépenses consacrées au renforcement des divisions provinciales ont été **inférieures au budget** de 218 000 \$, ce qui est dû tout simplement à un écart entre le moment où les dépenses sont budgétées et le moment où les paiements sont faits.

Élément inhabituel – Ottawa Carleton Mortgage Inc.

J'ai présenté des comptes-rendus sur la poursuite de notre ancien fournisseur de technologie, Ottawa Carleton Mortgage Inc. et Bridgetech Systems, qui dure depuis presque dix ans maintenant. Vous vous souviendrez qu'ils ont intenté une poursuite contre nous en 2002 pour des paiements de location non versés pour du matériel informatique. Le processus a été long et pénible, mais nous pouvons maintenant vous informer que leur poursuite contre nous a été rejetée et que nous ne leur devons plus rien pour ces factures. Depuis 2001, nous avons dans nos livres des comptes débiteurs qui équivalaient aux montants qu'ils nous avaient facturés, en attendant le règlement de la poursuite. Maintenant que la poursuite a été rejetée, nous pouvons radier le montant qui était affiché comme un montant dû, car il ne leur sera jamais payé. En comptabilité, cela s'appelle un élément inhabituel, qui apparaît au bas de notre État des revenus et dépenses. Parce qu'il est en notre faveur, il est montré comme un ajout au surplus de 2 307 786 \$.

Passif non capitalisé

Nous continuons à progresser au chapitre du passif non capitalisé des avantages sociaux futurs sur notre bilan. Le passif s'établissait à 40,9 millions de dollars au 30 septembre 2010 comparativement à 38,9 millions de dollars au 30 juin 2010 et à 37,9 millions de dollars au 31 décembre 2009. Selon les états financiers vérifiés du 31 décembre 2009, le passif réel est de 204 millions de dollars, ce qui signifie que nous avons 20 % du passif couvert dans nos états financiers.

Il y a six ans, le Conseil exécutif national avait adopté une « feuille de route » qui établissait ce lent mais constant progrès vers l'atteinte de notre objectif. Nous sommes impatients de mesurer le chemin parcouru par rapport aux états financiers vérifiés de 2010 lorsqu'ils seront terminés.

Caisse nationale de défense

L'actif de la Caisse nationale de défense au 30 septembre 2010 s'élevait à 8,3 millions de dollars, comparativement à 7,6 millions de dollars au 30 juin 2010. Le passif était de 5,1 millions de dollars, ce qui laisse un solde pour la Caisse de 3,2 millions de dollars. Jusqu'à maintenant en 2010, les revenus ont dépassé les dépenses, ce qui nous donne un surplus pour les neuf premiers mois de 1,3 million de dollars.

Les programmes à frais partagés approuvés par le Conseil exécutif national au cours des neufs premiers mois de l'exercice ont totalisé 2,2 millions de dollars, ce qui équivaut à 96 % du montant annuel du budget de 2,3 millions de dollars. Les

dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 1,6 million de dollars, pendant que les initiatives en matière de stratégie nationale totalisaient 905 000 \$. Quant aux dépenses consacrées aux initiatives en matière de stratégie régionale, elles s'établissaient à 444 000 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 30 septembre 2010 s'élevait à 40,2 millions de dollars, comparativement à 36,9 millions de dollars au 30 juin 2010. Cet actif était formé de 8,1 millions de dollars en liquidités, de 1,8 million de dollars en capitation à recevoir et comptes débiteurs, de 109 000 \$ dus de la Caisse générale et de 30,3 millions de dollars en placements. Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 124 000 \$ ainsi qu'un compte créditeur de 44 000 \$ à la Caisse de défense. Au 30 septembre 2010, le solde de la Caisse s'établissait à 40 millions de dollars, comparativement à 36,8 millions de dollars au 30 juin 2009.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placement, s'élevaient à 9,3 millions de dollars. Les dépenses pour la période totalisaient 317 000 \$, ce qui a donné lieu à un surplus pour les neuf premiers mois de 8,9 millions de dollars.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS

Au Nouveau-Brunswick, trois membres de la section locale 4576, employés municipaux de Sainte-Anne-de-Madawaska, ont été mis en lock-out le 16 juin par le conseil du village. La municipalité veut geler les salaires, réduire les avantages sociaux et éliminer des emplois, en plus de s'en prendre à l'ancienneté et à la clause relative aux heures de travail garanties dans la convention collective. La convention collective de la section locale 4576 est échue depuis décembre 2009.

RETARDS DANS LA CAPITATION

Le total des retards pour septembre 2010 se situait, le 15 novembre, à 6 728 829,22 \$, une diminution de 795 764,51 \$ ou de 10,58 % par rapport aux retards d'août 2010.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE

La technologie entre dans le dernier trimestre de l'exercice avec un nombre considérable de projets en cours. Les travaux ont surtout porté sur les initiatives entreprises par nos équipes de l'exploitation et du développement dans notre service.

Au sein du développement, le travail continue dans la première phase de la remise à niveau du Système d'information des sections locales (SISL). Les exigences et la conception sont presque terminées, et le développement initial est en cours. Ce travail permettra de régler des problèmes de longue date avec la base de données et intégrera beaucoup de nouvelles caractéristiques au système, dont des liens avec son système compagne au Québec (Maurice). Le nouveau projet du Système d'information des ressources humaines (SIRH) avance aussi et les efforts portent sur l'extraction de données de l'ancien système de RH et sur la mise à l'essai de la configuration des nouveaux systèmes. La date de mise en œuvre du nouveau système demeure mai 2011.

L'installation du nouveau système de vidéoconférence dans le bureau régional de la Colombie-Britannique est terminée. Il s'agit du deuxième système en utilisation au SCFP. En septembre, les troisième et quatrième systèmes ont été installés à Montréal et à Rouyn-Noranda dans le but de faciliter la formation des membres entre ces deux endroits. Tous les systèmes sont pleinement fonctionnels et nous permettent de faire des appels entre les quatre lieux.

Enfin, le travail sur la première phase de l'expansion de notre réseau est terminé. L'ancien réseau qui reliait tous nos bureaux régionaux au SCFP national est retiré et nos systèmes de sécurité ont été retransférés au centre des données du bureau national. Ce projet a exigé beaucoup de travail mais nous pourrions désormais relier les autres bureaux à notre réseau à compter de 2011.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Propriétés

La construction du nouveau bureau régional de l'Atlantique à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, est terminée. Le personnel a emménagé dans ses nouveaux locaux le 11 septembre, et l'ouverture officielle a eu lieu le 27 septembre. Les commentaires des membres du personnel et des sections locales desservies par le bureau régional de l'Atlantique ont été extrêmement positifs. En outre, la section locale 1867 du SCFP est maintenant locataire de 1 310 pieds carrés de locaux dans l'édifice pour une durée de 10 ans.

Une équipe de projet a été assemblée pour l'aménagement du nouveau bureau régional de l'Ontario, sur Commerce Valley Drive à Markham, en Ontario. Quatre équipes d'architectes et de designers d'intérieur ont été interviewées et c'est le bureau d'architectes Edward Wojs Architect Taylor Smyth Architects qui a été retenu. Cette équipe s'est démarquée des autres par son excellente présentation, par son enthousiasme pour le projet et par ses prix concurrentiels. Ses références et son expérience sont bien adaptés à un projet de cette envergure et nous sommes très heureux de travailler avec ses membres.

Les prochaines étapes incluent l'élaboration des spécifications de TI pour le nouvel édifice, qui comprennent notamment la capacité de copies de secours d'urgence pour les principaux serveurs du SCFP au bureau national à Ottawa. Un programme spatial préliminaire a été mis au point et l'équipe de conception poursuit sa recherche sur les besoins et les normes du SCFP. Des consultations sont en cours pour préciser les exigences en matière d'espace et élaborer une carte de pointage préliminaire pour le LEED. La mise à niveau vise à respecter les normes LEED pour les intérieurs commerciaux (programme LEED-CI). Nous amorçons également un processus de sélection pour une entreprise de gestion de construction et nous comptons intégrer le directeur de la construction à l'équipe d'ici la fin décembre.

À une rencontre des copropriétaires du terrain de Victoria à la fin de l'été, le SEH a informé le groupe qu'il ne participerait pas au développement du terrain. Des instructions ont par la suite été transmises à un agent immobilier pour qu'il cherche un autre propriétaire pour remplacer le SEH. Il est devenu évident qu'il faudra un promoteur ou un directeur de construction pour faire passer le projet de terrain non développé à une structure de bureau que les usagers pourront occuper. L'agent immobilier nous a conseillé de mettre la propriété en vente pour des promoteurs prospectifs. On nous a également suggéré d'inclure certaines mises en garde afin que les actuels copropriétaires continuent à avoir leur mot à dire dans la conception du projet, tout en offrant au promoteur la possibilité de mettre sur le marché les autres pieds carrés et de rendre le projet financièrement viable. Une entente d'inscription a été reçue et une note d'information a été distribuée au groupe de copropriétaires actuels pour leur demander d'approuver cette prochaine étape. Une motion d'approbation de cette transaction sera présentée à la réunion du Conseil.

Baux

Le bureau de Bathurst est déménagé dans de nouveaux locaux à Beresford, au Nouveau-Brunswick, le 1^{er} décembre 2010.

Les améliorations locatives apportées au bureau de Hamilton en Ontario sont terminées et le personnel a emménagé dans le nouveau bureau le 10 novembre 2010.

Le bail du bureau de Lakehead à Thunder Bay, en Ontario, a été renouvelé pour cinq autres années, jusqu'en février 2016.

À London, en Ontario, les négociations pour le renouvellement de cinq ans du bail actuel sont terminées avec le propriétaire; le nouveau bail arrivera à échéance le 31 mai 2016.

Même si le bail du bureau de Kitchener en Ontario n'arrive pas à échéance avant 2015, le personnel a soulevé des problèmes de fonctionnalité et de condition des lieux. Le bureau a été visité et les problèmes ont été portés à l'attention du propriétaire. Le règlement de ces problèmes est imminent.

Bien que le bail du bureau de St. John's à Terre-Neuve n'arrive pas à échéance avant le 30 avril 2012, nous avons reçu plusieurs plaintes du personnel au sujet de cet endroit. Des avenues de solutions pour régler efficacement les problèmes de fonctionnalité et de conditions des lieux ont été examinées et discutées avec le personnel et le propriétaire. Parmi les solutions, on pourrait envisager de changer de locaux si nous n'arrivons pas à régler les différents problèmes soulevés avec le propriétaire.

Le bail du bureau de Peel prend fin le 30 avril 2011. Une reconfiguration des locaux existants est proposée comme condition de renouvellement du bail afin de mieux répondre à nos besoins en matière d'espace.

Le bail du bureau actuel de Sault Ste-Marie, en Ontario, arrive à échéance le 31 mai 2011. Nous avons trouvé un endroit potentiel pour reloger le bureau et sommes en négociations avec le propriétaire pour qu'il contribue aux rénovations nécessaires pour remodeler l'espace afin de répondre à nos besoins spécifiques. En supposant que les négociations pour le bail soient positives, nous pouvons compter que les améliorations locatives seront terminées à temps pour une ouverture en mai 2011.

À Sudbury, en Ontario, nous attendons le renouvellement du bail avec notre propriétaire actuel jusqu'au 30 juin 2016. Des rénovations mineures visant à intégrer un vestibule interdisant l'accès non autorisé à nos locaux seront entreprises au début de 2011.

De même, à Terrace, en Colombie-Britannique, nous attendons le renouvellement du bail du bureau avec notre actuel propriétaire jusqu'à la fin de juillet 2016. Nous acquerrons des pieds carrés additionnels en prenant une petite partie des locaux adjacents pour créer un plus grand espace d'entreposage.

Le bail du bureau de Kelowna, en Colombie-Britannique, a été renouvelé pour deux autres années, jusqu'au 30 septembre 2012.

Nous étudions des possibilités de renouvellement de bail ou de déménagement pour les bureaux suivants : avenue Carling, Ottawa, Ontario (bail pour les locaux occupés par le personnel national affecté aux sections locales 503 et 5500 et arrivant à échéance le 30 septembre 2011); Oshawa, Ontario (échéance le 31 décembre 2011); Red Deer, Alberta (occupation après terme); et Calgary, Alberta (échéance le 31 octobre 2011).

CONGRÈS NATIONAL ET AUTRES CONFÉRENCES

Nous avons commencé à nous préparer tranquillement au congrès de 2011, qui aura lieu dans l'édifice ouest du nouveau Centre des congrès de Vancouver. Le congrès aura lieu du 31 octobre au 4 novembre 2011.

Nous avons signé le contrat avec le Palais des congrès du Toronto métropolitain pour notre congrès de 2017, qui se tiendra du 2 au 6 octobre 2017.

Nous sommes aussi en train de réserver le Centre des congrès de Vancouver pour 2015 – du 2 au 6 novembre.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Série d'apprentissage pour les délégués syndicaux – déjà 5 000!

Ce type d'activité éducative a explosé dans toutes les régions. Nous venons de franchir le cap des 5 000 participants et nous recevons de nouvelles demandes chaque jour. Le programme répond clairement à un besoin des sections locales, que nous sommes très heureux de pouvoir combler. À chaque atelier, animateurs et participants offrent leurs commentaires, dont nous tenons compte pour le produit final. Nous prévoyons avoir terminé tous les ateliers de la série vers le début de janvier. Le Passeport d'apprentissage et le nouveau Manuel des délégués syndicaux suivront peu après.

Membres-animateurs

La grande qualité et la diversité des membres-animateurs qui offrent les ateliers sont l'une des pierres angulaires du programme d'éducation du SCFP. Le processus de recrutement et de sélection adopté en 2004 par le Conseil exécutif national s'est avéré crucial à notre réussite. Les conseillers à l'éducation appuient les membres-animateurs en leur fournissant de la formation et des occasions de perfectionnement personnel.

Au début de décembre, 35 nouveaux membres-animateurs ont reçu une formation en Ontario. En Colombie-Britannique, dans la région de l'Atlantique et dans les Prairies, on compte recruter et former des animateurs dès le début de 2011.

Travail régional

Nous poursuivons notre travail avec les divisions, les conseils régionaux et les sections locales sur de nombreux fronts. Cet automne, nous avons pu aider quelques divisions à organiser des conférences sur la santé et la sécurité au travail, la lutte contre le racisme, les droits de la personne et l'action politique. Dans certaines provinces, les « Journées du leadership » ont permis de rassembler des dirigeants de sections locales de différentes régions pour discuter de sujets chauds et planifier des réponses stratégiques. Nous collaborons avec plusieurs conseillers syndicaux affectés aux sections locales qui sont aux prises avec des difficultés internes. Beaucoup ont tout simplement besoin d'un peu d'aide pour trouver une façon respectueuse de régler leurs différends et se concentrer sur le travail de la section locale. Ce sont d'ailleurs d'excellentes occasions pour intéresser les membres aux activités syndicales.

Formation du conseil exécutif national

Des plans sont en cours pour communiquer avec chaque membre du Conseil au sujet du renouvellement du programme de formation individuelle et de groupe.

Congrès du travail du Canada

Au cours des dernières années, le CTC a adopté une démarche axée sur la collaboration, notamment en offrant la possibilité de partager des documents et de l'expérience entre affiliés sur un large éventail de sujets. Par exemple, une partie de l'ordre du jour d'une récente réunion du Comité consultatif du CTC sur l'éducation était consacrée à la présentation d'ateliers sur la résolution de conflits élaborés par le SFCP, les Métallos, les Employés des postes et la Guilde canadienne des médias. Nous faisons aussi partie d'un groupe de travail qui élabore un programme de formation destiné aux créateurs des cours d'éducation syndicale.

La consœur Yolanda McLean s'est jointe à cinq membres du personnel du SFCP pour participer au Cercle d'apprentissage du CTC à Port Elgin, en octobre. Le Cercle d'apprentissage offre des cours d'éducation populaire aux adultes, tout en permettant aux participants de créer des liens avec cinquante autres éducateurs de syndicats aux prises avec les mêmes défis en matière de protection des droits des membres dans des contextes économiques et politiques difficiles.

Personnel du développement syndical

Nous avons dit merci à la consœur Maureen Michaud pour tout ce qu'elle a fait dans la région des Maritimes et lui avons souhaité une longue et heureuse retraite.

Le 6 décembre, la consœur Corina Crawley nous est revenue après son congé de maternité. Elle occupe maintenant le poste d'agente principale du développement syndical.

Nous poursuivons notre recrutement pour les postes bilingues à pourvoir dans les Maritimes et au SFCP national.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Comme je l'ai mentionné dans mes rapports précédents de 2010, les fiduciaires surveillent toujours de près le rendement des placements du régime de retraite du SFCP. Le rendement des investissements a connu un redressement radical au troisième trimestre de 2010 mais, malheureusement, le rendement de notre régime est toujours inférieur à l'indice de référence (*norme établie par le marché par rapport au rendement d'autres régimes*) et à la médiane (*valeur moyenne*) pour les régimes de retraite au Canada au cours du troisième trimestre de 2010. On estime que le ratio de solvabilité de 92,7 % au 1^{er} janvier 2010 avait diminué à 91,6 % au 1^{er} novembre 2010.

Le comité de fiducie mixte a tenu sa dernière réunion de l'année au début de décembre. Les fiduciaires demanderont une rencontre avec les directeurs de placements pour discuter des résultats de rendement et examiner leurs stratégies de la dernière année, ainsi que les attentes et stratégies pour l'année qui vient.

Depuis septembre 2010, la consœur Judy Henley, vice-présidente régionale de la Saskatchewan, remplace la consœur Maria Wahl comme fiduciaire substitut du SCFP.

Le personnel de l'administration du régime de retraite se prépare à la fin d'exercice de 2010.

La bonification de l'indemnité de départ (réallocation des cotisations) pour les participants du régime qui ont pris leur retraite en 2010 est en cours. Le total du montant payable s'élève à 100 800 \$.

Décès

C'est avec tristesse que nous soulignons le décès des personnes suivantes :

Le confrère Fredrick Lloyd Taylor, ancien membre du personnel du SCFP et premier président du SCFP-Ontario – le 14 novembre 2010

M. Keith Howden, conjoint de la retraitée Lynne Howden – le 25 septembre 2010

Retraites

Le confrère Guy Gohier, bureau régional du Québec – 1^{er} novembre 2010

La consœur Gisèle Dupuis, bureau national – 1^{er} décembre 2010

La consœur Barbara Brown, bureau de Lethbridge – 1^{er} décembre 2010

La consœur Maureen Michaud, bureau régional des Maritimes – 1^{er} janvier 2011

Le confrère Peter Tartsch, bureau de Saskatoon – 1^{er} janvier 2011

Le confrère Michel Fontaine, bureau régional du Québec – 1^{er} février 2011

Le confrère Georges Landry, bureau de Rouyn-Noranda – 1^{er} février 2011

La consœur Suzanne Péladeau, bureau national – 1^{er} février 2011

La consœur Gloria Forward, bureau de Peterborough – 1^{er} mars 2011

La consœur Diane Jolly, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} mars 2011

La consœur Jocelyne Bergeron, bureau régional du Québec – 1^{er} mai 2011

La consœur Dianne Wyntjes, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} janvier 2012

CONCLUSION

Les membres du Conseil consacreront une bonne partie de la réunion à discuter du projet budgétaire qui leur sera présenté. Malgré les défis à relever, nous savons que nos bases sont solides, comme le précise le présent rapport. Nous pourrions ainsi répondre à une partie des demandes accrues, notamment celles qui viendront des nombreuses élections prévues en 2011.

Je tiens à vous remercier toutes et tous pour votre participation à nos appels de consultation régionale dans le cadre du processus de planification budgétaire. Comme toujours, vos commentaires ont été extrêmement utiles pour établir les prévisions et déterminer les priorités.

Nous continuerons à grandir, bien qu'à un rythme plus modeste, nous continuerons à faire campagne aussi vigoureusement qu'avant et nous continuerons à réaliser des gains pour nos membres.

Je vous souhaite de Joyeuses Fêtes.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,

CLAUDE GÉNÉREUX

:pmc/sec